



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes  
et l'autonomisation des femmes

## COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT

---

CPC18 - 06.02.2017

### **Participation des femmes aux processus politiques et de paix dans la région des Grands Lacs**

**Goma, 2 Février 2017** – Le Bureau de l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs a organisé les Journées portes ouvertes sur la résolution 1325 du Conseil de Sécurité, à Goma, en République Démocratique du Congo (RDC), du 31 janvier au 2 février 2017, avec le soutien de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) et ONU Femmes. L'événement a réuni 30 femmes leaders de cinq pays de la région des Grands Lacs, à savoir le Burundi, la RDC, le Rwanda, le Soudan du Sud et l'Ouganda, ainsi que les Ministres et responsables en charge du Genre des pays concernés, et des représentants des Nations Unies (ONU), de l'Union africaine (UA) et de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL).

Ces Journées portes ouvertes, organisées dans le cadre de la Plateforme des Femmes pour l'Accord-cadre pour la Paix, la Sécurité et la coopération pour la RDC et la région (Accord-cadre), avaient un triple objectif: (1) renforcer les capacités des participantes en matière de leadership, de plaidoyer et de participation aux processus politiques et de paix ; (2) offrir aux femmes leaders et artisans de la paix une plateforme leur permettant d'échanger sur leurs expériences, y compris sur les défis qu'elles rencontrent dans leurs efforts pour promouvoir la paix et la sécurité dans la région des Grands Lacs ; et (3) évaluer la mise en œuvre du pilier "participation" de la résolution 1325 (2000) de l'ONU dans les pays participant à cet événement.

Dans son discours d'ouverture, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, a souligné le rôle important que jouent les institutions nationales et régionales pour faire progresser la participation effective des femmes dans les processus politiques et de paix :

---

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

*“A travers des événements comme celui qui nous réunit aujourd'hui, nous voulons impliquer non seulement les femmes leaders, mais aussi les Gouvernements de la région et leurs institutions ainsi que les partenaires régionaux comme l'UA, la CIRGL et la SADC, sur la question de l'implication réelle et effective des femmes dans les processus politiques et de paix. Seules une volonté politique et une allocation suffisante de ressources par les acteurs concernés garantiront des avancées réelles en matière de participation des femmes aux processus politiques et de paix”.*

Les deux journées de travaux ont abouti à l'élaboration des recommandations suivantes à l'intention des dirigeants des pays et organisations de la région :

- **Aux signataires de l'Accord-cadre** : appuyer financièrement et techniquement le Forum Régional des Femmes de la CIRGL et la mise en œuvre de son plan stratégique 2017-2018, et garantir la participation des femmes aux réunions du Comité d'Appui Technique et du Mécanisme Régional de Suivi de l'Accord-cadre.
- **Aux Ministres en charge du Genre et aux organisations régionales et internationales**: mobiliser et allouer davantage de ressources techniques et financières en faveur du renforcement des capacités des femmes pour leur permettre de participer efficacement aux processus politiques et de paix, y compris dans leurs efforts de médiation et de plaidoyer.
- **A l'UA, la CIRGL, SADC et aux Pays signataires de l'Accord-cadre**: œuvrer en faveur d'une mise en œuvre effective des politiques régionales et continentales, notamment le plan d'action Régional de la Résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations Unies, le Protocole de Maputo, la politique Genre de l'UA, afin d'assurer une participation effective des femmes dans les processus de médiation, de négociation et de gestion de conflits, y compris à travers la mise en place d'un mécanisme de suivi et d'évaluation de ces politiques.

Les Journées portes ouvertes ont culminé avec un dialogue de haut niveau, le 2 février, auquel ont participé les Ministres et responsables en charge du Genre, l'Envoyé spécial, M. Saïd Djinnit, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RDC, M. Maman Sidikou, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en RDC, M. Mamadou Diallo, et des représentants de l'UA et de la CIRGL. Les discussions de la session de haut niveau ont porté sur les recommandations nationales et régionales présentées par les participantes. La session a également offert aux membres du panel, notamment aux Ministres du genre et à leurs représentants l'opportunité de présenter les progrès récents en matière de participation politique des femmes à l'échelle nationale.

Se référant à la situation en RDC, le Représentant spécial Maman Sidikou a souligné le rôle primordial que les femmes congolaises ont à jouer pour promouvoir une société pacifique, cohésive et prospère.

---

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

*“Aucune société ne peut gérer avec succès la dynamique et la crise politiques sans la participation active des femmes. J'invite le Gouvernement Congolais, les acteurs politiques et la société civile à garantir une représentation et une participation significatives des femmes leaders dans les processus de gouvernance de transition en cours et même au-delà, afin de faciliter une représentation adéquate des femmes congolaises dans l'avenir. De notre côté, la MONUSCO est prête à continuer à les soutenir dans cet effort très noble.”*

Cette séance de dialogue a été suivie d'une réunion parallèle convoquée par l'Envoyé Spécial Saïd Djinnit avec des Ministres en charge du Genre et des représentants des pays concernés et des Garants de l'Accord-cadre, y compris l'UA, l'ONU et la CIRGL. La réunion a discuté de la mise en œuvre des trois recommandations mentionnées ci-dessus et de la promotion de la participation des femmes aux processus politiques et de paix dans la région. Dans ce cadre, les participants ont recommandé la tenue d'une réunion des Ministres du genre des pays signataires de l'Accord-cadre afin de trouver des solutions effectives aux défis qui se posent aux femmes dans la région, dans leurs efforts en faveur de la paix et de la sécurité.

La Plateforme des Femmes pour l'Accord-cadre a été créée par le Bureau de l'Envoyé Spécial en janvier 2014 afin de responsabiliser et d'appuyer les femmes de la région en tant que leaders et artisans de la paix. S'appuyant sur les recommandations formulées lors des Journées portes ouvertes sur les femmes, la paix et la sécurité, elle continuera à veiller à ce que les voix des femmes de la région des Grands Lacs soient effectivement entendues et prises en compte dans les processus politiques et de paix dans la région.

---

**Pour plus d'informations, veuillez contacter :**